

Russie-Otan. Vers l'affrontement ?



La guerre est souvent le résultat de la peur provoquée par un adversaire potentiel dont on ne peut déterminer avec exactitude les intentions. C'est ce qui arrive en ce moment avec le président Vladimir Poutine qui, en tant qu'ancien officier de renseignement, reste impénétrable quant à ses intentions vis-à-vis de l'Ukraine.

Avec Alain Rodier

La guerre est souvent le résultat de la peur provoquée par un adversaire potentiel dont on ne peut déterminer avec exactitude les intentions. En effet, les dirigeants politiques ont à leur disposition un arsenal militaire mis en œuvre par des professionnels. Ces derniers sont juste chargés d'être certains qu'il reste opérationnel pour le cas où « l'ordre serait donné » de s'en servir. La décision finale reste donc l'apanage du dirigeant suprême qui est aussi le chef des Armées. C'est pour cette raison qu'il est très délicat de connaître les intentions de cette personne si elle prend la précaution de ne pas communiquer sur les sujets sensibles, même avec ses proches.

C'est ce qui arrive en ce moment avec le président Vladimir Poutine qui, en tant qu'ancien officier de renseignement, reste impénétrable quant à ses intentions vis-à-vis de l'Ukraine.

Le doute fait rapidement place à la peur. Du coup, le président Joe Biden a tranché : il est « persuadé » que son homologue russe va passer à l'action ! Seul problème, il ne sait pas quand. Bien sûr, il n'a aucune preuve à présenter qui vienne étayer son opinion.

De plus, il joue sur du velours. Si la Russie n'attaque pas, ce sera en raison de la politique dissuasive menée par l'OTAN ; si elle attaque, il aura beau jeu de dire qu'il avait alerté le monde entier...

Pour rappel, la situation était quasi-similaire durant la Guerre froide mais les décideurs - sauf Joe Biden - n'étaient pas aux manettes à cette époque et ils sont peu friands d'Histoire, même récente. Il est certain que cette dernière ne se répète pas mais de grandes erreurs pourraient être évitées si les décideurs actuels en tiraient les leçons négatives (ce qui n'a pas « marché »).

Pendant des dizaines d'années, l'OTAN était sûr que le Pacte de Varsovie allait donner l'assaut et, déjà les Américains dénonçaient la toute puissance du Pacte de Varsovie qui devait amener ses chars aux ports européens donnant sur l'Atlantique en quelques jours seulement. Cela avait justifié la création des réseaux Gladio qui devaient entrer en résistance après l'invasion. Surtout, les États-Unis ont profité de la situation pour rester en Europe (sauf en France après la sortie de l'organisation intégrée de l'OTAN) à des fins qui n'étaient pas que sécuritaires.

Il a été découvert plus tard - lors de l'invasion de l'Afghanistan - que les renseignements fournis par les Américains concernant le Pacte de Varsovie n'étaient certes pas faux (la menace existait vraiment car Moscou voulait réellement exporter son idéologie marxiste-léniniste par tous les moyens, même militaires) mais très exagérés.

Un exemple concret : les fantassins des divisions de fusiliers motorisés embarquaient effectivement dans des véhicules transport de troupes blindés mais ces derniers étaient de telles « caisses à savons » que ses équipages n'étaient plus opérationnels au bout de quelques heures tant ils étaient sonnés par l'inconfort de leurs engins. Ensuite, comme dans beaucoup d'armées du monde, c'est la logistique qui suivait mal.

Plus grave encore : l'enthousiasme des militaires du rang soviétiques à venir « libérer » les pays européens du joug capitaliste était - au mieux - « modéré ». Quant aux soldats des pays frères membres du Pacte de Varsovie, c'était encore pire. Or le critère majeur qui fait la qualité d'une armée reste la motivation de ses personnels. Il n'est pas dit que les plus de 110.000 – 150.000 militaires russes massés autour de l'Ukraine (selon les différentes estimations sujettes à caution) soient particulièrement motivés pour aller tuer (ou pire, se faire tuer) en combattant leurs frères historiques ukrainiens...

Dans le cas de l'affrontement qui a lieu entre les États-Unis (qui emmènent derrière eux l'OTAN) et la Russie depuis la fin de la Guerre froide, ce n'est pas que Washington craigne

vraiment Moscou, mais cette peur est une réalité pour nombre de pays de l'Alliance qui gardent un très mauvais souvenir de l'ère soviétique : pays baltes, Pologne en première ligne.

Cette dernière est prise en compte par les nations anglo-saxonnes qui s'en servent comme prétexte pour que la Russie ne redevienne une grande puissance influente (malgré son armement nucléaire que le président Poutine a remis sous les feux de la rampe ce week-end en assistant à un grand exercice « Grom 2022 » - tonnerre - mettant en oeuvre les armements stratégiques).

Vice-versa, il en résulte la peur du Kremlin vis-à-vis de l'OTAN qui mène une politique d'assimilation qui a absorbé 14 pays depuis 2014 pour un « pacte défensif ». Ce dernier est compris à Moscou comme un « pacte agressif » commandité par la Maison-Blanche. Ne jamais oublier que la Russie, même communiste, a toujours eu le « complexe de l'encerclement ».

L'accumulation de forces russes aux frontières ukrainiennes n'est pas innocente car elle démontre la volonté du Kremlin d'enfin bloquer l'OTAN aux marches de la Russie et de redevenir un interlocuteur obligatoire sur le plan international et pas uniquement un fournisseur de gaz pour les Européens. En gros, l'objectif est de se faire respecter par les Américains qui, pour Poutine, ne comprennent qu'une chose : la force.

Sur ce théâtre, ce sont les Russes qui ont l'avantage car Joe Biden a assuré qu'il n'enverrait aucun militaire américain pour se faire tuer pour la cause ukrainienne.

Par contre, tout observateur un peu averti aura noté que les derniers événements du Donbass(1) (les dirigeants des républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk, Léonid Passetchnik et Denis Pouchiline, ont annoncé le 18 février l'évacuation des civils des deux républiques vers la Russie tout en accusant l'Ukraine de vouloir déclencher les hostilités) semblent être des manœuvres de propagande qui pourraient effectivement donner un prétexte à une intervention de l'armée russe. Certains voudraient que les choses ne dégénèrent, ils ne s'y prendraient pas autrement. Le problème est : qui ?

1. Le président Poutine a évoqué un « génocide ». Un dossier concernant cette affaire aurait été adressé à Washington et un autre devrait être envoyé à Berlin qui doute de la réalité des faits signalés. Question : pourquoi Moscou n'en n'a pas fait état plus tôt ?